



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 25/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**H.B. FULLER ADHESIVES FRANCE SAS**

56 ROUTE DU GENERAL DE GAULLE CS10008  
67250 Surbourg

Références : 0006700683/MM/AG  
Code AIOT : 0006700683

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement H.B. FULLER ADHESIVES FRANCE SAS, implanté 56 RUE DU GENERAL DE GAULLE 67250 Surbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- H.B. FULLER ADHESIVES FRANCE SAS
- 56 RUE DU GENERAL DE GAULLE 67250 Surbourg
- Code AIOT : 0006700683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société est une usine de fabrication de colles.

## **Contexte de l'inspection :**

Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 7.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 4.3.12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté un retour à la conformité sur l'ensemble des points contrôlés, ce qui permet de lever les mises en demeure du 12 août 2024 et du 03 septembre 2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 7.1.1
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 26/06/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la dernière visite d'inspection, il a été constaté que l'état des stocks ne comportait pas toutes les données requises.</p> <p>L'exploitant a présenté une version mise à jour de l'état des stocks, qui inclut à présent toutes les informations requises. Les phrases de risques, telles que H224, H225, etc., sont correctement renseignées, et il est possible de filtrer et trier les données selon les besoins. Cet état des stocks est disponible rapidement, en moins de cinq minutes, et l'exploitant assure qu'il est accessible à distance en permanence.</p>

Ce point étant désormais conforme, la mise en demeure du 03 septembre 2024 est levée concernant cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suite :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Gestion des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 4.3.12
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2024, Gestion des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES</p> <p>[...]</p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente, adaptés à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l, et une teneur en matières en suspension inférieure ou égale à 30 mg/l.</p> <p>[...]</p> <p>Le réseau d'eaux pluviales est équipé, à l'amont du raccordement au milieu naturel, de vannes de coupure pouvant être actionnées en toutes circonstances. Leur installation et leur fonctionnement sont conformes aux dispositions des articles 7.3.1. et 7.6.7.1. du présent arrêté. Ces équipements sont soumis aux dispositions de l'article 7.4.1 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté, lors de la précédente visite d'inspection, que la totalité des eaux pluviales n'était pas est équipée d'un dispositif de décanteurs-déshuileurs.</p> <p>L'exploitant a présenté, sur site, les travaux réalisés sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Il a été constaté l'installation d'un nouveau décanteur juste avant le point de rejet dans le milieu naturel. L'exploitant a fourni la documentation technique de cette nouvelle installation, démontrant qu'elle prend désormais en charge la totalité des eaux pluviales du site. Ces modifications satisfont aux prescriptions requises, et en conséquence, la mise en demeure du 03 septembre 2024 est levée concernant cette prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suite :</b> Levée de mise en demeure

**N° 3 : PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III
<b>Thèmes :</b> Autre, PFAS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, par voie électronique, à l'inspection des installations classées, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.</p> <p>Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a auparavant été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé les analyses PFAS et AOF prescrites, auxquelles il était soumis.</p> <p>L'exploitant a présenté, lors de la présente inspection, les analyses des PFAS et AOF requises. L'inspection a aussi constaté que ces données avaient été correctement saisies sur la plateforme en ligne GIDAF. En conséquence, la mise en demeure datée du 12 août 2024 est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suite :</b> Levée de mise en demeure